

Plutôt que d'accepter servilement la réécriture historique du débarquement du 6 juin 1944, le président Hollande ferait mieux de commémorer celui du 15 août 1944 en Provence par des unités françaises



La présentation faite du débarquement allié du 6 juin 1944, comme un acte purement généreux de la part des États-Unis d'Amérique destiné à libérer la France, constitue une choquante réécriture de l'Histoire.

Tout en s'inclinant devant la mémoire des soldats anglais et américains morts sur le sol de France, qui ont contribué de façon décisive à la fin de l'Occupation nazie, l'Union Populaire Républicaine (UPR) rappelle que l'objectif du gouvernement des États-Unis d'Amérique en juin 1944 n'était pas du tout de rendre à la France sa souveraineté et son indépendance, mais de l'asservir à ses propres intérêts.

Même si la loi du silence règne désormais sur ces faits essentiels, les autorités américaines avaient en effet prévu que la France serait placée sous le même régime d'occupation que celui mis en place pour l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste : à savoir une administration militaire dédiée pour la France sous l'égide de l'AMGOT (American Military Government for Occupied Territories) et une nouvelle monnaie française imprimée aux États-Unis, qualifiée de « fausse monnaie » par Charles de Gaulle.

L'UPR rappelle également que le Président Roosevelt refusa toujours de reconnaître la légitimité de la France Libre, préférant maintenir une ambassade auprès de Pétain et du régime de Vichy jusqu'en novembre 1942, puis usant des manœuvres les plus tortueuses pour tenter d'écarter Charles de Gaulle du pouvoir et installer, à sa place, des dirigeants plus malléables. Ainsi, en août 1944, soit plus de deux mois après le débarquement de Normandie, le Président Roosevelt espérait encore installer au pouvoir à Paris Edouard Herriot et Pierre Laval - la figure la plus honnie de la Collaboration, avec lequel il avait d'ailleurs des liens de parenté par alliance. Ce projet scandaleux, minutieusement décrit par de Gaulle dans ses Mémoires de guerre, avait été ourdi par une étroite concertation

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
entre le chef de la CIA Allen Dulles, l'ambassadeur d'Hitler à Paris Otto Abetz et le dauphin de Pétain.

Ce n'est que grâce à son opiniâtreté, l'appui des troupes militaires de la France Libre et le soutien de toute la Résistance intérieure, que Charles de Gaulle imposa rapidement ses propres cadres administratifs dans toutes les préfectures, déclara hors la loi la monnaie américaine d'occupation, et força Washington à renoncer à son projet d'occupation militaire. La libération de Paris et de Strasbourg furent elles-mêmes l'œuvre de la Deuxième division blindée du général Leclerc, contre la volonté profonde de Roosevelt, qui ne les jugeait nullement prioritaires et qui restait indifférent à la probabilité que l'insurrection parisienne soit matée dans le sang par les troupes hitlériennes.

C'est pour l'ensemble de ces raisons qu'en 1964, Charles de Gaulle alors Président de la République, avait refusé de commémorer le débarquement du 6 juin 1944. Comme il le confia alors à Alain Peyrefitte, « **le débarquement du 6 juin, ç'a été l'affaire des Anglo-Saxons, d'où la France a été exclue. Ils étaient bien décidés à s'installer en France comme en territoire ennemi ! Et vous voudriez que j'aie commémorer leur débarquement, alors qu'il était le prélude à une seconde occupation du pays ? Non, non, ne comptez pas sur moi !** »

L'Homme du 18 juin avait, en revanche, commémoré avec beaucoup d'éclat le débarquement de Provence du 15 août 1944, constitué d'environ 350.000 hommes dont 230.000 Français, puis les libérations de Paris et de Strasbourg, réalisées par les Français de l'intérieur et les Français de l'extérieur sous le commandement du général Leclerc.

Au lieu de se plier servilement à l'opération de communication voulue par Washington afin de légitimer son hégémonie actuelle sur l'Europe et la France - par "Union européenne" et Otan interposées -, le président Hollande devrait garder à l'esprit que son rôle est d'enseigner la vérité historique aux jeunes générations et d'être « le garant de l'indépendance nationale », comme le lui en fait obligation l'article 5 de notre Constitution.

L'UPR demande au gouvernement d'organiser une grande commémoration digne de ce nom le 15 août 2014, à l'occasion des 70 ans du débarquement de Provence.